

Déclaration d'Action et Démocratie CFE/CGC



Syndicat National, majoritaire chez les PLP dans l'Académie de Nice

- Représenté au Conseil Commun de la Fonction Publique CCFP
- Représenté au Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'Etat CSFP (recours disciplinaire, avis sur les réformes)
- Représenté au CIAS Comité Inter- Ministériel de l' Action Sociale

Monsieur le recteur d'académie , monsieur le président, mesdames, messieurs,

Action et Démocratie veut attirer l'attention de Mr le Recteur sur la situation dégradée des enseignants.

Derrière ce constat amer, ce sont en réalité des générations de jeunes qui seront sacrifiées car des enseignants malheureux auront du mal à participer à l'épanouissement des jeunes qui leur sont confiés.

Des signes qui ne trompent pas car 46 % des enseignants aimeraient changer de métier.

Ne devons-nous pas être interpellés par ces chiffres qui concernent un métier qui devrait être le plus beau du monde ?

Ils ont toutes les raisons d'être épuisés et proches du burn out. On peut parler de «détresse professionnelle très élevée ».

Les nombreuses réformes à mettre en œuvre avec des interprétations locales, parfois fantaisistes.

Nous en voulons pour preuve absolue, l'accompagnement personnalisé qui est souvent prôné en classe entière. Cela est absurde.

Nous nous attendons d'ailleurs à subir des directives radicalement opposées lorsque l'éducation nationale aura un autre ministre.

Nous pensons que la condition sinequanone de la réussite des élèves passe par le respect de la discipline et par le travail. Les enseignants doivent se sentir soutenus dans cette entreprise où ils se mettent constamment en danger.

Pourtant la pédagogie inductive, principalement mise en œuvre par les PLP, favorise le raisonnement, l'apprentissage de l'autonomie et la responsabilité. Elle est devenue un modèle de stratégie éducative qui s'étend bien au-delà des LP.

Elle nous a permis de redonner une chance à de nombreux élèves qui avaient perdu le sens de leur scolarité.

Nous ne choisissons pas nos élèves comme peuvent le faire les employeurs et nous faisons notre métier en apportant à des classes de plus en plus surchargées, le meilleur de nous- même.

A l'heure où certains pensent que la solution au chômage est le tout apprentissage ou qui se complaisent à faire valoir l'alternance dans une posture bien commode qui colle au bruissement ambiant, Action et Démocratie leur oppose le formidable travail qui s'opère dans nos lycées professionnels. C'est en 1959 que le

gouvernement français a décidé de transformer les centres d'apprentissage en CET, qui sont devenus lycées d'enseignement professionnel en 1975 puis des lycées professionnels en 1985.

Ce qui avait poussé les gouvernements successifs à développer les lycées professionnels depuis bientôt 60 ans, c'était la volonté d'offrir la même dignité aux élèves du professionnel, de transformer un apprentissage empirique en démarche d'acquisition raisonnée du savoir et savoir-faire.

La pédagogie dans ses différentes déclinaisons serait désormais mise au service des élèves des filières professionnelles, car la transversalité des acquis est un atout pour des carrières professionnelles évolutives.

Les lycées professionnels doivent rester à l'éducation nationale afin de continuer à permettre à chaque jeune qui en fait le choix, de suivre une voie de la réussite professionnelle et sociale accompagnés par des professionnels de l'enseignement pratique et général.

Nous vous serions reconnaissants d'accorder votre soutien aux enseignants afin que toutes les strates de l'éducation nationale puissent unir leurs efforts pour défendre l'intérêt commun.

Ce n'est pas faire insulte à l'éducation nationale que de choisir de faire le pari de l'intelligence, celle qui doit nous rassembler au profit des générations futures.